

Créer un avenir équilibré

Nous demandons la coopération des provinces pour une politique climatique équitable et fondée sur des preuves.

Le LCC Canada demande une collaboration nationale pour une politique de tarification du carbone juste, efficace et prévisible. Nos recommandations sont fondées sur des preuves et sur la nécessité d'un cadre transparent, pluriannuel et complet pour la tarification du carbone.

Appréciation : Nous vous remercions d'avoir reconnu la gravité de la menace du COVID et d'avoir pris des mesures sans précédent pour faire face à la crise.

Réalité : Le 25 mars 2021, la Cour suprême du Canada a affirmé que les changements climatiques sont réels et qu'ils constituent une grande menace pour l'avenir de l'humanité. Nous devons réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de moitié chaque décennie à l'avenir pour faire face à la menace du changement climatique. Nous sommes dans une situation d'urgence climatique. Les jeunes Canadiens nous disent ce qu'il faut faire : Écouter les experts et travailler ensemble.

Progrès : Le gouvernement fédéral a fixé un prix national pour la pollution par le carbone. La Cour suprême a confirmé le droit du gouvernement fédéral de le faire. Le gouvernement fédéral s'est engagé à atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 et a présenté un projet de loi visant à créer des mécanismes de responsabilité climatique pour atteindre cet objectif. Il étudie également les tarifs carbone à la frontière. Le CCL soutient pleinement le filet de sécurité fédéral, qui restitue les dividendes du carbone aux ménages canadiens. Le Jour de la Terre 2021, lors du Sommet des leaders sur le climat, le Canada s'est engagé à réduire ses GES d'au moins 40 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2030.

Soutien croissant à la tarification du carbone : Les grandes sociétés pétrolières canadiennes et américaines, l'Association minière canadienne et de nombreuses autres organisations ont appuyé la tarification du carbone. (Voir infographie.) Aux États-Unis, 3 589 économistes ont approuvé le modèle de tarification du carbone basé sur les dividendes du carbone, dont 28 lauréats du prix Nobel.

La bonne nouvelle : En mars 2021, 46 pays avaient légiféré sur la tarification du carbone et 97 pays avaient inscrit la tarification du carbone dans leurs engagements envers les Nations unies. Afin de promouvoir l'harmonisation de la tarification du carbone au niveau international, l'Union européenne adoptera des MCR d'ici janvier 2023. Les États-Unis envisagent également de mettre en œuvre une tarification du carbone et des MCR.

NOS RECOMMANDATIONS:

Coopérer à la réduction des émissions de GES

- Nous recommandons que l'ensemble des provinces et des territoires coopèrent avec le gouvernement fédéral pour fixer et atteindre des objectifs de réduction des émissions de GES qui permettront de respecter l'objectif de l'Accord de Paris, à savoir maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels.
- Dans l'ensemble, les provinces doivent harmoniser les lois provinciales sur la responsabilité climatique à l'échelle de la fédération.

Améliorer la tarification du carbone

- Nous soutenons l'intention annoncée par le gouvernement fédéral d'augmenter progressivement le prix fédéral du carbone à 170 \$/tonne d'ici 2030.
- Nous recommandons que la grande majorité des fonds collectés soient équitablement reversés aux citoyens et qu'il y ait une transparence dans la façon dont ces fonds sont distribués.
- Nous sommes en faveur d'une tarification du carbone à l'échelle de l'économie.
- Nous devons recevoir nos remboursements trimestriellement par le biais d'un chèque de dividende ou d'un dépôt direct.

Se préparer des tarifs carbone à la frontière :

- Nous recommandons que les TCF du Canada soient harmonisées en termes de prix de la pollution par le carbone, de couverture (émissions de GES et sources d'émissions) et de transparence.

LCC Canada est une organisation bénévole et non partisane. Depuis 2010, nous nous efforçons de plaider en faveur d'une augmentation progressive du prix de la pollution par le carbone et d'une restitution directe et équitable de 100 % des recettes aux citoyens. À ce jour, nous avons 42 sections actives couvrant plus de 120 circonscriptions à travers le pays et nous avons rencontré des représentants du gouvernement plus de 1200 fois.

Creating a Balanced Future

Our ask for provincial cooperation on fair and evidence-based climate policy

April 30, 2021

CCL Canada is asking for national collaboration on fair, effective, and predictable carbon pricing policy. Our recommendations are based on evidence and the need for a transparent, multi-year, and comprehensive framework for carbon pricing.

Our appreciation: We thank you for recognizing the seriousness of the COVID threat and taking unprecedented action to deal with the crisis.

The reality: On March 25, 2021, the Supreme Court of Canada affirmed that climate change is real and poses a great threat to humanity's future. We must cut greenhouse gas (GHG) emissions by one half every decade going forward to address the threat of climate change. We are in a climate emergency. Canadian youth are telling us what to do: Listen to the experts and work together.

Progress: The federal government has put a national price on carbon pollution. The Supreme Court has affirmed the federal government's right to do so. The federal government has committed to net-zero by 2050 and has introduced a bill to create **climate accountability** mechanisms to achieve this goal. It is also studying **border carbon adjustments (BCAs)**. CCL fully supports the federal backstop, which returns carbon dividends to Canadian households. On Earth Day 2021, at the Leader's Climate Summit, Canada committed to reducing its GHGs to *at least* 40% below our 2005 levels by 2030.

Growing Support for Carbon Pricing: Major Canadian and U.S. [oil companies](#), the [Canadian Mining Association](#), and many other organizations have endorsed carbon pricing. (See infographic.) In the USA, **3,589 economists** have [endorsed the Carbon Dividends](#) model of pricing carbon including **28 Nobel Prize winners**.

The good news: As of March 2021, 46 countries have legislated carbon pricing, and 97 countries have carbon pricing in the commitments to the United Nations. To promote harmonization of carbon pricing internationally, the European Union will enact BCAs by January 2023. [The United States is considering implementation](#) of carbon pricing and BCAs, too.

We recommend:

1) Cooperate in Reducing GHG Emissions

- o We recommend that all provinces and territories cooperate with the federal government to set and achieve GHG emissions reduction targets that will meet the Paris Agreement objective of holding global average temperature increase to 1.5°C above pre-industrial levels.
- o Overall the provinces must harmonize provincial climate accountability legislation across the federation.

2) Enhance Carbon Pricing

- o We support the federal government's announced intention to gradually increase the federal carbon price to \$170/tonne by 2030.
 - o We recommend that the vast majority of collected funds be equitably returned to citizens and that there be transparency in how these funds are distributed.
- We support economy-wide carbon pricing.
- o We must receive our rebates quarterly through a dividend cheque or a direct deposit.

3) Prepare for BCAs:

We recommend that Canada's carbon pricing policies be harmonized in terms of the price of carbon pollution, coverage (GHG emissions and sources of emissions) and transparency.

CCL Canada is a volunteer-driven and non-partisan organization. Since 2010, we have been focused on advocating for an incrementally increasing price on carbon pollution with 100% of the revenue returned directly and equitably back to citizens. To date, we have 42 active chapters covering over 120 ridings across the country and have met with government officials over 1200 times.